

Je suis parfaitement conscient qu'il n'est pas de bon ton de faire preuve de scepticisme dans ce domaine. Je risque à tout le moins d'être accusé de faire du mieux l'ennemi du bien. Même le pragmatique Comité sénatorial permanent, après tout, a jugé bon de donner à son récent rapport, *Face aux turbulences*, un titre anglais qui sous-entend que les turbulences en question peuvent effectivement être « gérées ». Évidemment, les gouvernements ont changé et les positions officielles sur ces questions peuvent aussi changer, si ce n'est déjà fait. Mais le fait demeure que l'on a beaucoup parlé au cours des dernières années de notre désir de sauver les États en déroute ou fragiles et de le faire dans un style Force opérationnelle – c'est-à-dire avec l'aide des « 3 D » ou des « 3 D et C » ou même par des opérations « pangouvernementales » ou, plus récemment encore (il est difficile de rester au courant!) des opérations de l'ensemble du gouvernement. À la Défense nationale, on préfère parler plus modestement de « guerre en trois volets », mais la conception générale est à peu près la même. On croit qu'en tirant sur plusieurs leviers à la fois – en ayant recours de manière simultanée à un certain nombre de variables – nous pouvons transformer fondamentalement la société, la politique, l'économie et même la culture des collectivités que nous ciblons.

Nous sommes d'ailleurs loin d'être les seuls à penser de cette manière. Les Britanniques, parmi de nombreux autres, ont les mêmes dispositions. L'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] aussi, semble-t-il. Les Nations Unies, fortes de ses institutions spécialisées, utilisent depuis ses débuts des concepts vaguement comparables, bien que d'une manière moins ambitieuse et envahissante au départ qu'il le semblerait aujourd'hui, et ce, avec les encouragements enthousiastes du Canada. Les Américains, même quand ils pensent par eux-mêmes, jouent un peu avec cette idée également.

Mais au Canada, c'est devenu en quelque sorte un mantra – sinon de manière générale, du moins certainement chez ceux et celles qui suivent la politique de près. Bien que diversement exprimé par les différents acteurs, l'argument de base ressemble à peu près à ceci : l'État X est en déroute, ou est fragile, et par voie de conséquence menace de s'effondrer, ou encore opprime à un degré extrême les populations locales et a des visées mal intentionnées à l'étranger. Il nous faut donc redresser la situation. Il faut d'abord mettre les habitants de ce pays à l'abri de la menace militaire. Le système politique doit lui-même être démocratisé, et il doit reposer sur la primauté du droit et le respect des droits humains. Il faut aussi une